



COVID-19

Les sites de vaccination se désemplissent

Après une adhésion à la vaccination constatée pendant l'opération « Coup de poing », les sites dédiés connaissent actuellement peu d'engouement alors que le pays fait face à une augmentation des cas de contaminations due au variant Omicron.

Dans le site de Makélékélé, par exemple, la moyenne vaccinale journalière est passée aujourd'hui à trente personnes contre plus d'une soixantaine il y a un mois.

[Page 4](#)



Le site de vaccination de Blanche-Gomes

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Le Haut-commissaire à la justice à la rencontre des « bébés noirs »



Adolphe Mbou-Maba échangeant avec les jeunes/Adiac

Le Haut-commissaire à la Justice restauratrice, Adolphe Mbou-Maba, a ouvert hier à Brazzaville une série de rencontres avec les « bébés noirs » pour les persuader à se détourner de la délinquance qui monte dans les grandes villes congolaises. Le premier arrondissement, Makélékélé, a été le point de départ de cette série de descentes. Ici, ses interlocuteurs ont fait de nombreuses propositions aux pouvoirs publics afin de mettre fin à ce phénomène dont la plus essentielle est la création d'emplois.

[Page 4](#)

AFRIQUE DE L'OUEST

Cédéao-Mali: la rupture

Suite à une série de sanctions prononcées contre le Mali par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) dont le gel des avoirs du pays dans les banques de cette Communauté et la fermeture des frontières aériennes et terrestres, la junte au pouvoir a décidé d'appliquer la « réciprocité ».

[Page 7](#)

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Des turbulences en perspective pour les économies émergentes



Le siège du FMI à Washington

Selon le Fonds monétaire international (FMI), en raison du variant Omicron, les économies émergentes devraient se préparer à des épisodes de turbulences économiques alors que la Banque centrale américaine va relever ses taux directeurs et que la croissance mondiale ralentirait.

Le FMI, qui doit publier le 25 janvier ses dernières prévisions actualisées, estime que la reprise mondiale devrait se poursuivre

cette année et l'année prochaine. Mais « les risques pour la croissance restent élevés en raison de la résurgence obstinée de la pandémie », notent Stephan Danning, Kenneth Kang et Hélène Poirson, économistes du FMI.

[Page 7](#)

EDITORIAL

Soutien

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Soutien

Disons-le une fois de plus et sans l'ombre d'un doute : la relance de l'économie nationale, qui est durement impactée par les difficultés sociales du temps présent, ne sera réellement possible que si les acteurs économiques sont mieux soutenus, mieux appuyés, mieux accompagnés par la puissance publique. Vraie pour les grands groupes industriels qui disposent cependant de moyens financiers importants et sont donc moins menacés par la crise actuelle, cette réalité très concrète l'est infiniment plus pour les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les petites et moyennes entreprises dont les ressources sont aussi faibles qu'aléatoires et qui, de ce fait, ont besoin d'aide.

Faire en sorte que leurs faibles revenus permettent à ces acteurs économiques de poursuivre leurs activités, de rémunérer leurs salariés, d'investir pour se développer au lieu de se replier sur eux-mêmes, de contribuer ainsi à la relance de l'économie nationale est de façon évidente la voie la plus sûre pour sortir le Congo, notre Congo, de la crise actuelle. Une stratégie collective que le gouvernement a clairement inscrite en bonne place dans le plan du nouveau quinquennat présidentiel, mais que les administrations et les services publics peinent visiblement à concrétiser comme le prouve le peu d'appuis qu'ils apportent aux acteurs économiques les plus faibles.

Réduire la pression fiscale, alléger les charges sociales, mettre en place des aides adaptées aux besoins des acteurs économiques les plus vulnérables, appuyer ceux-ci dans leur recherche de financements à un coût raisonnable, simplifier les procédures administratives, faire en sorte que les sommes dues par l'Etat et ses administrations soient réglées sans délai sont autant de mesures dont la concrétisation rapide contribuera fortement à la relance de l'économie. Ce qui en fait de façon évidente un objectif majeur des mois à venir.

Alors qu'approchent à grands pas les scrutins qui marqueront l'année 2022 dont nous vivons les premières semaines, le gouvernement devrait faire en sorte que ce qui est ici écrit devienne sans délai l'une des actions clés de sa majorité. Si l'on réfléchit bien il a, en effet, tout à gagner et rien à perdre en jouant cette carte sur la table du jeu politique car les électrices et les électeurs lui en sauront gré lorsque l'heure sera venue de déposer leurs bulletins dans l'urne.

Affaire à suivre donc !

Les Dépêches de Brazzaville

PND 2022-2026

Six piliers identifiés pour diversifier l'économie congolaise

La ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a présenté le week-end dernier les spécificités du Plan national de développement (PND) exercices 2022-2026 à la Commission plan, aménagement du territoire et infrastructures de l'Assemblée nationale. Ce programme, a-t-elle assuré, repose sur six piliers essentiels qui visent une croissance économique nationale inclusive.



Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas lors de l'audition à l'Adiac

Devant la Commission plan, aménagement du territoire et infrastructures que dirige le député Blaise Ambeto, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a fait savoir que le nouveau PND est conçu selon la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Qualifié de deuxième génération, le PND 2022-2026, a-t-elle soutenu, repose sur six secteurs prioritaires, considérés comme domaines porteurs de croissance et piliers de l'économie congolaise. Une économie doublement frappée par les crises économique et sanitaire.

« La spécificité de ce Plan national de développement, que nous qualifions de deuxième génération, est que toutes les actions sont orientées vers la diversification de notre économie, en la faisant reposer sur six piliers essentiels. Il vise une économie forte, diversifiée et résiliente au profit d'un développement irréversible et inclusive », a précisé la ministre.

Parmi ces piliers stratégiquement identifiés, le développement de l'agriculture figure en tête des priorités. Il sera, en effet, question pour le gouvernement d'élaborer des mécanismes et stratégies efficaces pour développer une agriculture à grande échelle. Cette action

d'envergure permettra en même temps de résoudre sereinement le sempiternel problème de l'emploi des jeunes.

Le gouvernement va aussi, dans le cadre de ce programme quinquennal, mettre un accent particulier sur le développement industriel, en s'appuyant, entre autres, sur la mise en œuvre des zones économiques spéciales, d'autres secteurs phares de croissance et créateurs d'emplois.

Dans le même PND, a renchéri la ministre de l'Economie, l'exécutif mise aussi et surtout sur le développement du tourisme ; de l'économie numérique et la promotion immobilière au Congo. Trois autres secteurs importants pouvant contribuer efficacement à l'amélioration du produit intérieur brut national et au renforcement de la diversification de l'économie. « Nous pensons que ces six secteurs ciblés sont porteurs de croissance et de la richesse dans notre pays. Les dividendes qui en découleront serviraient à traiter l'immensité des préoccupations sociales, conformément à la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso », a conclu Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

OUESSO

Un marché moderne en construction dans le deuxième arrondissement Mbindjo

En descente parlementaire à Ouesso, le député de la deuxième circonscription électorale du chef-lieu du département de la Sangha, Léonidas Carrel Mottom Mamoni, a lancé le 8 janvier les travaux de construction du marché moderne Georges-Métoul.

Érigé sur le site de l'ancien marché construit en bois, dans le quartier Bira-Kem, le nouvel édifice dont les murs sont déjà debout sera inauguré le 8 mars prochain, a annoncé le bienfaiteur en présence des autorités locales et de nombreux habitants en liesse. Considéré comme le premier marché moderne du département de la Sangha, le marché Georges-Métoul comprendra, entre autres, près d'une centaine de tables, deux dépôts, bureaux, latrines et quatre pompes à eau.

Il s'agit du deuxième marché construit par Léonidas Mottom, après le marché Pascal-Ndjokani au quartier Ngongo. L'objectif est d'améliorer les conditions de travail et d'offrir l'espace aux vendeurs afin de garantir, a rappelé le député de Ouesso 2, une alimentation saine à la population qui fréquentera ces lieux. L'ambition étant d'assurer une sécurité alimentaire à la population de Ouesso, en général, et celle de Mbindjo, en particulier.

Le lancement officiel des travaux de ce marché a été couplé au démarrage des activités du fonds local de solidarité dénommé « Na motindo ya Ouesso ». Il s'agit d'une initiative visant à lutter contre la vulnérabilité en soutenant financièrement les gens exerçant des activités génératrices de revenus comme les vendeurs et coiffeurs. Le lancement de ce projet a été marqué par la remise d'une somme



La maquette du marché DR

de cinquante mille FCFA à chacune des vingt personnes sélectionnées. Concernant l'autre volet de ce projet, le député a mis à la disposition des coopératives agricoles un terrain de douze hectares en vue de développer des activités agropastorales. Pour accompagner

son initiative, il a offert du matériel agricole et des attestations de reconnaissance aux bénéficiaires. Ainsi, le fruit du travail agricole de ces coopératives permettra l'autonomie financière et sociale des ménages.

Un geste louable positivement

apprécié par les bénéficiaires qui pensent que vaut mieux apprendre à quelqu'un à pêcher que de lui donner à manger chaque fois. « Depuis que nous sommes ici à Ouesso, nous n'avons jamais vu pareilles choses. Le député nous a remis de l'argent pour

surmonter les pentes concernant la baisse de nos activités. C'est aussi une grande satisfaction d'avoir un autre marché dans le deuxième arrondissement. Que Dieu lui rende au centuple », a témoigné Pascaline Misselé, une des bénéficiaires.

Justifiant son geste, Léonidas Carrel Mottom Mamoni a rappelé que le rôle du député n'est pas de construire des marchés ou des passerelles, mais de contrôler l'action du gouvernement et de voter des lois à l'Assemblée nationale. « Cependant, nous sommes des Bantous, il y a un lien de fraternité et de solidarité entre mes mandants et moi. Ils m'ont élu dans des conditions très particulières, car je n'étais pas présent. Dans le contrat social que nous avons signé, nous avons promis la construction d'un marché. C'est le deuxième que nous construisons en cinq ans de mandature, c'est un sentiment de responsabilité, de reconnaissance et de gratitude que nous avons couplé à un fonds local de solidarité », a-t-il expliqué.

Se refusant de faire le bilan de ses actions, le député a pris rendez-vous avec ses mandants pour la suite de son mandat. « L'heure du bilan n'a pas encore sonné, le temps du bilan arrivera, pour l'instant, nous disons travaillons d'abord », a conclu Léonidas Mottom.

Parfait Wilfried Douniama

« L'heure du bilan n'a pas encore sonné, le temps du bilan arrivera, pour l'instant, nous disons travaillons d'abord »

GOUVERNANCE

L'exécutif se penche sur la mise en œuvre du PND 2022-2026

Après avoir organisé deux premiers séminaires avec succès, l'exécutif a tenu, du 5 au 8 janvier derniers à Brazzaville, son troisième atelier consacré à l'opérationnalisation du Programme national de développement (PND) 2022-2026, en vue d'évaluer ses actions et circonscrire les besoins les plus présents de la population et lui donner des solutions idoines.

Présidé par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le troisième séminaire gouvernemental a été organisé sur le thème « L'opérationnalisation du PND pour relever les défis sociaux, gage de succès du projet de société du président de la République ». A cet effet, l'exécutif a, une fois de plus, fait le bilan de ses actions et mesurer l'efficacité des mesures qu'il a prises en faveur du bien-être de la population congolaise.

Trois jours durant, les membres du gouvernement ont examiné, en plénière et dans les groupes de travail,

les actions à réaliser dans quelques domaines phares qui touchent directement l'intérêt des Congolais. Les échanges ont porté, entre autres, sur la sécurité publique. A cet effet, des réflexions ont été menées sur les stratégies à prendre en compte pour mettre un terme au grand banditisme, notamment le phénomène « bébés noirs » qui sévit toujours dans les grandes agglomérations.

Une réflexion approfondie a été aussi menée sur la problématique du chômage endémique des jeunes, dans le but de trouver une solution

durable à cette question majeure, souvent source de toutes sortes de maux qui minent la société congolaise. De façon responsable, le gouvernement a aussi examiné la question de la vie chère liée au panier de la ménagère, de l'offre de l'éducation et de la santé. Secteurs majeurs et essentiels pour lesquels les Congolais éprouvent d'énormes difficultés.

Anatole Collinet Makosso et son équipe ont débattu aussi du manque d'eau potable et du déficit en énergie, deux secteurs sociaux stratégiques de base dont les services quotidiens frustrer

les Congolais et alimentent les débats dans l'opinion. Etant en période de crise sanitaire due à la covid-19, les membres du gouvernement ont aussi porté leur regard particulier sur la riposte à cette pandémie pour freiner son évolution. Ainsi, le chef du gouvernement a misé sur la vaccination, l'unique moyen officiel pour mettre un terme à la covid-19.

Ayant circonscrit les maux auxquels les Congolais sont confrontés, le gouvernement dit étudier les mécanismes appropriés afin d'élaborer des solutions idoines et proportionnelles.

« La participation effective des membres du gouvernement et le niveau de leurs contributions dans les travaux en groupe traduisent l'intérêt que revêt pour eux le travail d'équipe. Ce qui renvoie au peuple l'image d'un gouvernement déterminé à bien circonscrire les défis sociaux et à y apporter des solutions idoines, novatrices, efficaces et efficientes. Je voudrais donc me réjouir avec vous des apports de chacun de nous », a souligné le Premier ministre, Anatole Makosso, à la clôture du séminaire.

Firmin Oyé

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Adolphe Mbou-Maba à la rencontre des «bébés noirs»

Le Haut-commissaire à la justice restauratrice, Adolphe Mbou-Maba, a ouvert le 10 décembre à Brazzaville, une série de rencontres avec les «bébés noirs» pour les persuader à se détourner de la délinquance qui monte dans les grandes villes congolaises. Le premier arrondissement, Makélékélé, a été le point de départ de cette série de descentes. Ici, ses interlocuteurs ont fait de nombreuses propositions aux pouvoirs publics dont la plus essentielle est la création de l'emploi.

Dans le but de recueillir les avis des victimes, témoins et acteurs des actes de violence, le Haut-commissariat à la Justice restauratrice, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, que dirige Adolphe Mbou-Maba, s'est engagé à faire des descentes sur les différents arrondissements des grandes villes du Congo. Les habitants de Makélékélé sont, en effet, les premiers à émettre leurs propositions sur la question.

L'objectif de cette série de rencontres consiste à engager des échanges avec les jeunes sur leurs motivations et préoccupations existentielles et surtout sur leurs attentes par apport à l'action menée à leur endroit par le Haut-commissariat. Il s'agit de briser la barrière sociale par une communication directe en appréhendant le profil et l'univers de vie à partir d'une approche de la personnalité des sujets jeunes délinquants.

Expliquant le contexte de la rencontre, Adolphe Mbou-Maba a d'abord présenté les différentes missions de la structure dont il a la charge. Par la suite, il a signifié l'apport de tous afin de trouver des solutions définitives à cette situation. « Nous ne pouvons pas rester dans nos bureaux et estimer régler ce problème. Nous sommes sur le terrain pour vous écouter. Je me demande si vous êtes fatigués d'être Congolais car nous sommes surpris de voir les gens se proclamer Américains, Arabes... On se demande qu'est ce qui ne va pas ? », s'est-il interrogé.

Cette interrogation a donné lieu à un débat

franc et direct qui a permis aux participants de débattre leurs inquiétudes ainsi que les causes de l'émergence de la délinquance juvénile.

Selon certains, le laxisme de la police, l'ingratitude des hommes politiques, la pauvreté, le manque d'initiatives au profit des jeunes, l'injustice sociale, le tribalisme et le désistement de l'Etat poussent la jeunesse à se lancer dans la rue.

D'autres ont estimé que l'heure n'est plus au discours mais il faut agir en mettant en place des politiques publiques susceptibles de prendre en charge la jeunesse qui, d'après eux, a un avenir incertain. « Dieu a béni le Congo mais nous ne bénéficions pas de cette grâce à cause du manque de dynamisme de certains dirigeants. L'Etat doit créer des entreprises pour occuper les jeunes. Etant donné qu'une entreprise est toujours rentable, tout le monde pourra se retrouver. Nous mangeons mal et les prisons sont pleines, pourquoi ne pas envoyer ces délinquants dans les forêts pour cultiver la terre, moyennant quelque chose et permettre au Congolais de consommer local ? », a demandé un jeune.

Notons que ce moment d'échange sera poursuivi ce 11 janvier à Moungali. Il a connu la participation non seulement des jeunes mais aussi de l'administrateur maire de Makélékélé, des chefs de quartier, de la force publique, des associations et des confessions religieuses.

Rude Ngoma

COVID-19

Les sites de vaccination désertent

Au moment où le variant Omicron circule dans le pays, les sites de vaccination contre la covid-19 sont de moins en moins fréquentés.



Le site de vaccination de Blanche-Gomes

« La moyenne actuelle de 392 personnes vaccinées est la plus basse depuis le début de la vaccination le 24 mars 2021 », soulignait la Coordination nationale de gestion de la pandémie de covid-19 dans le communiqué final de sa réunion du 29 décembre dernier.

Dans les sites de vaccination, cette baisse est observable. Avant l'opération « Coup de poing », le site de vaccination de Makélékélé, à Brazzaville, recevait une soixantaine de personnes par jour. Au moment de l'opération, le nombre avait triplé. « Mais après, jusqu'à ce jour, les gens viennent se faire vacciner au compte-gouttes : moins de trente par jour », à en croire le chef dudit centre, le Dr Guy Serge Mahoungou. La réalité est la même dans plusieurs autres sites de vaccination, à travers la capitale, dont celui de Blanche-Gomes qui, au début de la vaccination en mars 2021, était l'un des plus fréquentés de la ville capitale. Dans ce site, 450 personnes pouvaient se faire vacciner par jour surtout au moment de l'opération « Coup de poing ». Actuellement, le nombre a baissé jusqu'à atteindre difficilement cinquante personnes, selon les explications du superviseur Josh Mebri.

Visiblement, la fin de l'opération « Coup de poing » a réduit l'engouement des citoyens à se faire vacciner. Le pays a connu les taux les plus élevés de vaccination au cours de cette opération, avec 6 622 vaccinations journalières. Mais aujourd'hui, le relâchement se fait constater non seulement par rapport aux mesures barrières mais également par rapport à la vaccination. La majorité de ceux qui se vaccinent actuellement le fait parce que confrontée soit à un voyage qui oblige la présentation d'une preuve de vaccination, soit encore à une autre opération similaire.

Rominique Makaya

SECTEUR FORESTIER

Le revenu du bois a chuté à 4,45% du PIB

La contribution du secteur forestier représente 25,9 milliards francs CFA, soit 4,45% du Produit intérieur brut (PIB), contre 6% auparavant. Présentant les résultats du rapport 2019 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIIE-Congo), le 10 janvier à Brazzaville, le secrétaire permanent du comité exécutif national, Florent Michel Okoko, a évoqué des difficultés et des progrès réalisés dans les secteurs forestier, pétrolier et minier.

La production forestière a atteint 3,8 millions m³ en 2019, peu avant la recrudescence de la pandémie covid19, soit pour les futs (48,64), les grumes (41,46%), les sciages (9,43%), les placages (0,41%) et les contre-plaqués (0,05%). D'après la même source, les exportations des produits forestiers ont atteint 1,013 million m³ durant la même période pour une valeur de 145,1 milliards FCFA.

Le secrétaire permanent de l'ITIIE-Congo, qui était face à la presse pour présenter les contours du récent rapport ITIIE-Congo, a attribué cette baisse aux aléas dans la production et à l'incertitude du commerce mondial dûs à l'apparition de la pandémie. « La base de valorisation du bois congolais, à travers les ports et les pays consommateurs, a été touchée par l'effet de la pandémie (...) Au cours de cette période, le secteur forestier local a également connu d'énormes difficultés », a estimé Florent Michel



Florent Michel Okoko

Okoko.

La filière bois est l'un des trois secteurs retenus dans le périmètre du rapport ITIIE, en plus du secteur pétrolier et des mines. Depuis l'acquisition du statut de pays conforme à l'ITIIE, en 2013, la République du Congo a amélioré la transparence dans les industries extractives, en publiant régulièrement les informations sur les déclarations des entreprises et les revenus issus des exploitations.

Selon Florent Michel Okoko, le pays a fait des efforts pour rendre publiques les données sur les sociétés extractives. Sur les treize sociétés pétrolières retenues dans le périmètre d'enquête, une seule d'elles n'a pas soumis de formulaire de déclaration ; de même que deux sociétés minières sur les cinq que compte le pays n'ont pas participé au processus. « Presque toutes les sociétés qui apportent un apport substantiel dans l'économie nationale ont fait leurs déclarations. Les autres sociétés

n'ayant pas participé à l'évaluation n'ont pas d'apport substantiel au niveau économique », a expliqué le secrétaire permanent. Le conférencier s'est également prononcé sur le maintien du statut du pays au sein de l'ITIIE, dont les instances de l'organisation vont se réunir en juillet prochain. La décision des instances de l'ITIIE est importante pour le Congo, a-t-il rappelé, car le positionnement du pays dans la mise en œuvre de la norme ITIIE est déterminant pour l'avancée de ses relations avec les partenaires au développement, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale...

« Les normes ITIIE ont évolué notamment avec celles de 2016. Nous espérons qu'en juillet prochain, le statut du Congo sera confirmé, pour permettre au pays de garder son niveau de qualification et la confiance des partenaires », a conclu Florent Michel Okoko.

Fiacre Kombo

DOING GOOD IN AFRICA

Une vision panafricaine de la Responsabilité Sociétale et de la Bonne Gouvernance des Entreprises

Dans le cadre de la Responsabilité Sociétale et de la Bonne Gouvernance des Entreprises, l'Afrique dispose désormais d'une vision panafricaine intitulée Doing Good In Africa, DGIA.

De la même manière qu'elle est parvenue à prendre le train de la révolution digitale en marche, l'Afrique, continent jeune et mondialisé, a pris la mesure de l'impact du développement durable sur la gouvernance mondiale et au sein des filières industrielles et commerciales internationales. C'est dans la perspective de ce double enjeu que les cabinets Afrique RSE et Masoda ont conçu le projet Doing Good In Africa. Cet outil vise un double enjeu pour les entreprises africaines.

Premièrement, ne pas se retrouver exclues des nouvelles chaînes de valeur dites plus durables ou plus vertueuses (c'est-à-dire plus équitables, plus distributives, plus écologiques, etc.), en élevant leurs pratiques professionnelles au niveau de standards de gouvernance et RSE internationaux (ISO, GRI, Bcorp, etc.), Deuxièmement, gagner en réputation et en attractivité dans leur propre pays, en contribuant positivement au développement de leurs territoires, en allant au-delà du simple respect de la loi grâce à la prise en compte de la bonne gouvernance et de la RSE dans la stratégie de l'entreprise.

Il se décline en plusieurs programmes, à savoir, établir un Baromètre RSE et Gouvernance, destiné aux Gouver-

nements, aux entreprises et aux investisseurs ; instituer un Label RSE et bonne gouvernance, inspiré des standards internationaux, mais prenant en compte les spécificités des contextes locaux ; dispenser des formations aux best practices RSE et bonne gouvernance des entreprises, constituer un Fonds d'investissement, exclusivement destiné à soutenir des projets africains liés au Développement Durable, et puis, assurer des prestations de Consulting, intégrant des compétences en management Qualité, en digital, en bonne gouvernance des entreprises et en RSE.

Quant à ses ambitions, le projet compte définir un référentiel ESG (Environnement, Social et Gouvernance) pertinent pour permettre aux investisseurs d'évaluer les entreprises africaines « vertueuses » ; mettre à disposition des entreprises des portails digitaux leur permettant de monitorer leurs processus sur la base du référentiel ESG en question, afin de pouvoir mesurer leurs performances et leurs impacts : valoriser les efforts des entreprises et des Etats engagés et benchmarker leurs performances respectives par la publication annuelle du Baromètre RSE et gouvernance ; récompenser les entreprises méritantes par l'obtention d'un



Thierry Téné

Label Doing Good in Africa, à portée panafricaine, qui facilitera à terme les échanges Nord-Sud-Sud et, collecter, via la plateforme digitale sur laquelle s'articule le Baromètre, de la data structurée pour que les pouvoirs publics locaux évaluent plus précisément les besoins en termes d'accompagnement public et de fléchage des subventions RSE et bonne gouvernance des entreprises. A propos des initiateurs du projet, Afrique RSE est basé en France et en Afrique. Ce cabinet propose les prestations telles que : la conception et la mise en place de stratégies de

Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), d'économie verte, d'achats durables, de management anti-corruption et de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ; la formation et le renforcement des capacités sur la RSE, la norme ISO 26 000, les achats durables, l'économie verte, les ODD, la norme ISO 37001 sur le management anti-corruption et l'évaluation des GES ; l'évaluation des émissions de Gaz à Effet de Serre grâce à l'outil Bilan Carbone® ; l'accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de RSE, d'achats res-

ponsables, d'ODD, de management anti-corruption et d'économie verte ; la conception et organisation de forums sur la RSE, les ODD, et l'économie verte ; celle de la mise en place d'une stratégie d'éco-communication, de communication RSE et de communication responsable et la levée de fonds carbone, ISR et d'impacts.

Pour Masoda, cabinet installé en Suisse, les prestations proposées sont les suivantes : Business Analyse : cartographie et optimisation de processus, modélisation de chaînes de valeur, réingénierie d'organisation ; Management qualité : accompagnement à la certification ISO, mise en place de systèmes d'amélioration continue, Digitalisation : dématérialisation de processus et de documents, mise en place de Gestion Electronique de Documents, business intelligence, machine learning ; RSE : stratégie de RSE intégrée, analyse de risques et d'impacts, gestion de projets RSE, accompagnement à la certification ISO et Bcorp ; Expertise dans la gouvernance et intelligence territoriales (en partenariat avec la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Vaud et Innosuisse) et Expertise dans le commerce international : accompagnement à la certification Opérateur Economique Agréé.

Marie Alfred Ngoma

AFRIQUE DU SUD

Shell retire son bateau d'explorations sismiques controversées

Le géant de l'énergie, Shell, a renvoyé hors des eaux sud-africaines le bateau qui devait opérer des recherches de gaz et de pétrole par ondes sismiques au large d'une des plus belles côtes du pays, projet suspendu par la justice, a annoncé l'entreprise le 7 janvier.

«Comme les audiences devant la justice concernant le sondage ne sont pas terminées et que les conditions météorologiques offrent des possibilités limitées, Shell a décidé de mettre fin de manière anticipée au contrat avec le navire», a déclaré un porte-parole. «Nous attendons avec impatience la fin de la procédure légale et cherchons la meilleure façon de faire avancer le projet à plus long terme», a-t-il ajouté. L'énorme bâtiment a quitté l'Afrique du Sud le 4 janvier et se dirige vers les îles espagnoles des Canaries, selon le site Marine traffic.

Le mois dernier, un tribunal a interdit au groupe anglo-hollandais de poursuivre ses recherches, qui impliquent l'envoi d'une puissante onde de choc toutes les dix secondes dans l'océan. La justice a estimé que la multinationale n'a pas rempli l'obligation de



consulter la population locale, qui détient notamment des droits de pêche et entretient un lien spirituel et culturel particulier avec l'océan.

Cette décision a donné une victoire inédite aux militants écologiques qui ont largement manifesté contre le projet. Selon eux, les détonations

perturbent le comportement de la faune, son alimentation, sa reproduction ainsi que les migrations, notamment celle des baleines, la plupart

des animaux marins s'appuyant sur l'audition.

Ouverte sur l'océan indien au sud-est du pays, la Wild Coast, aux paysages sauvages spectaculaires, s'étend sur quelque 300 km et compte plusieurs réserves naturelles et zones marines protégées.

La prospection offshore d'énergies fossiles utilise l'analyse de la propagation d'ondes sismiques pour déterminer la structure géologique des sols susceptibles de contenir des hydrocarbures. Les ondes de choc sont envoyées par des bateaux équipés de canons à air.

Le projet de Shell devait s'étendre sur cinq mois, 24h sur 24. Le pétrolier avait assuré prendre toutes les précautions pour éviter ou minimiser l'impact sur les poissons, mammifères marins et autres espèces sauvages.

D'après AFP

CAMEROUN

Un nouvel épisode judiciaire autour du groupe Bolloré

Dans l'une des affaires impliquant le groupe français Bolloré au Cameroun, cent quarante-cinq villageois de la région de Kribi, dans le sud du pays, ont été déboutés, le 7 décembre, par la justice française.

Alors qu'ils avaient saisi le tribunal de grande instance (TGI) de Nanterre, en France, il y a quelques mois, parce qu'ils s'estimaient lésés par les plantations de palmiers à huile de Socapalm, des Camerounais ont été déboutés le 7 janvier. Ils souhaitent contraindre le groupe Bolloré à fournir des documents censés établir ses liens avec une société camerounaise qu'ils accusent d'attenter à leurs droits.

Lenjeu du délibéré était de permettre à la justice d'établir la responsabilité de Bolloré sur les activités de cette filiale camerounaise de Socfin, la maison-mère commune. Démontrer que les plantations camerounaises de Socapalm appartiennent au groupe français Bolloré ou que la relation commerciale est établie, via la maison-mère luxembourgeoise Socfin, était l'objectif de l'avocat des cent quarante-cinq villageois camerounais.

Selon leur avocat, Fiodor Rilov, l'exploitation des palmeraies par la Société camerounaise Socapalm leur « inflige des préjudices au quotidien » en condamnant l'accès à des terrains et lieux de sépulture ainsi qu'en polluant les eaux. Fin novembre, Me Rilov avait tenté de convaincre le tribunal de Nanterre (région pari-



Une palmeraie à Kribi 1 au Cameroun / Crédit photo : Loozap.com

sienne) d'ordonner au groupe Bolloré de produire des pièces censées attester, soit du contrôle qu'il exerce sur la Socapalm, soit des relations commerciales établies avec elle via une holding belgo-luxembourgeoise, la Société financière

des caoutchoucs (Socfin). Si tel était le cas, le géant français aurait été soumis au « devoir de vigilance » concernant les activités de la Socapalm au Cameroun car une loi de 2017 oblige les plus grandes entreprises à prévenir les atteintes

graves envers les droits humains et l'environnement chez leurs sous-traitants et fournisseurs étrangers.

Le 7 janvier, le juge des référés a estimé que les activités de la Socapalm pouvaient être « susceptibles de porter atteinte

aux droits fondamentaux » des riverains. Mais il a conclu que les riverains n'apportaient « aucun élément de nature à faire présumer l'existence d'un contrôle direct ou indirect de la société Bolloré SE sur la Socapalm ou sur la Socfin ».

Le juge a retenu les arguments de la défense du groupe Bolloré, à savoir sa participation minoritaire au sein de la Socfin, « à hauteur de 38,75% ».

L'avocat du groupe, Me Olivier Baratelli, s'est félicité de cette victoire judiciaire et a dénoncé auprès de l'AFP une procédure visant « à diaboliser et tenter d'utiliser la notoriété du nom Bolloré ».

Pour sa part, Fiodor Rilov a indiqué à l'AFP que ses clients allaient interjeter appel. « On ne conteste pas la question de la participation capitaliste », a rappelé l'avocat, qui s'interroge surtout sur l'« intervention dominante » du groupe Bolloré dans la désignation des dirigeants de Socfin.

En mai 2019, dix organisations non gouvernementales et syndicats ont assigné Bolloré en France pour obtenir l'application de mesures améliorant les conditions de vie des travailleurs et riverains de plantations d'huile de palme au Cameroun. Cette procédure, distincte de celle des cent quarante-cinq riverains, est en cours.

Marie Alfred Ngoma avec l'AFP

AFRIQUE-UNION/EUROPÉENNE

Paris organise une conférence internationale sur les relations commerciales

Dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (UE), Paris organise, le 10 janvier, une conférence internationale sur la refonte du partenariat entre l'UE et le continent africain en matière de commerce et d'investissement.

A travers trois tables rondes, la conférence abordera le rôle de l'UE dans l'approfondissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), plus d'un an après son entrée en vigueur. La deuxième table ronde évoquera les perspectives des relations commerciales et d'investissement entre l'UE et les pays africains, par le prisme des accords commerciaux en

Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne. La dernière table ronde examinera la question du renforcement des engagements en matière de développement durable dans les relations économiques et commerciales entre l'UE et les pays africains, en considérant les accords commerciaux ac-

tuels, les initiatives concrètes existantes et les propositions relevant du futur accord post-Cotonou.

Depuis le début de son mandat, le président français, Emmanuel Macron, a fait de

et de l'Europe, et de l'Afrique. Emmanuel Macron parle d'« intérêt commun ». La France a lancé plusieurs initiatives à cet égard : bâtir une forme « d'aggiornamento » de la politique africaine et de la straté-

les 17 et 18 février, à Bruxelles. Il réunira les dirigeants des pays et des institutions de l'UA et de l'UE. L'objectif est de refonder en profondeur la relation entre les deux continents, en s'appuyant sur plu-

enfin un partenariat de sécurité pour faire face à la montée du terrorisme en Afrique, et établir un agenda sur les mobilités, la lutte contre les passeurs, organiser les migrations choisies.

« C'est un véritable contrat de paix et de prospérité que nous souhaitons mettre en place, pour bâtir des investissements dans les économies africaines et construire cet avenir commun », avait déclaré Emmanuel Macron,

lors de sa conférence de presse sur le lancement de la présidence française du Conseil de l'UE, le 9 décembre 2021. La France exerce la présidence du Conseil de l'UE du 1er janvier au 30 juin 2022.

Noël Ndong

«...Bâtissant un avenir à la jeunesse africaine pour réduire les inégalités, lutter contre les trafics qui exploitent la misère et les passeurs qui ont fait de la Méditerranée un cimetière honteux »

la relation avec l'Afrique une priorité, convaincu que le lien entre les deux continents « est le grand projet politique et géopolitique des décennies à venir ». Il pense que la relation entre l'Afrique et l'Europe sera structurante pour la paix autour de la Méditerranée, et pour la paix et la prospérité,

française, « en bâtissant un avenir à la jeunesse africaine pour réduire les inégalités, lutter contre les trafics qui exploitent la misère et les passeurs qui ont fait de la Méditerranée un cimetière honteux ».

Un sommet entre l'Union africaine (UA) et l'UE se tiendra

sur plusieurs axes : la refondation d'un New deal économique et financier avec l'Afrique, à travers le financement des économies africaines, grâce à la réallocation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international; déployer un agenda en matière d'éducation de santé et de climat ;

AFRIQUE DE L'OUEST

Le Mali écope de lourdes sanctions de la Cédéao

Les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) ont adopté, le 9 janvier, lors d'un sommet extraordinaire à Accra, au Ghana, des sanctions « très dures » à l'encontre de la junte au pouvoir, en raison du non-respect du calendrier électoral.

Les pays d'Afrique de l'ouest ont décidé de geler les avoirs maliens dans les banques centrales et commerciales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), dont la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) ; de fermer les frontières terrestres et aériennes entre le Mali et les autres États membres de la Cédéao; de suspendre des transactions commerciales avec Bamako, à l'exception des produits médicaux et de première nécessité.

Par ailleurs, la Cédéao a décidé du retrait des ambassadeurs de tous les pays membres du Mali, ainsi que d'autres sanctions concernant l'aide financière. Des représentants des institutions sous-régionales ont pris part à la rencontre. Il s'agit notamment de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest et de l'Union économique monétaire ouest africaine (Uémoa).

Les chefs d'Etat ont indiqué avoir décidé d'activer « immédiatement » la Force en attente de la Cédéao et ont également appelé l'Union africaine, les

Nations unies et les autres partenaires du Mali à soutenir le processus d'application des sanctions et à « continuer d'apporter leur soutien à une transition politique acceptable ».

« *Autant nous sommes conscients de la complexité de la situation de ce pays, autant nous pensons que les réformes économiques et sociales visant la refondation du Mali ne*

verture des travaux.

Ces sanctions, indique la Cédéao, seront appliquées immédiatement et resteront en vigueur. Elles ne seront progressivement levées qu'après la finalisation d'un « chronogramme acceptable et convenu » et « le suivi de progrès satisfaisants réalisés dans la mise en œuvre du chronogramme des élections », a précisé l'organisa-

qui a conduit à l'absence de progrès tangibles dans la préparation aux élections ».

Des conséquences chaotiques pour le Mali

Ceux qui soutiennent les autorités maliennes estiment que ces décisions sont contre-productives. « *Ces décisions ne prennent pas compte des besoins des Maliens. Les consé-*

quances, c'est une situation chaotique pour le Mali. On devait maintenir les canaux du dialogue avec les autorités légitimes du Mali pour qu'ensemble, nous puissions définir un processus, un chronogramme, un agenda de sortie de cette situation », a réagi Nouhoum Togo, homme politique soutenant la junte militaire au pouvoir au Mali et fondateur de l'Union pour la sauvegarde de la République.

Au pouvoir depuis le coup d'État d'août 2020, conforté par celui de mai 2021, la junte militaire avait pris l'engagement de remettre les commandes du pays au peuple. Pour cela, elle devait tenir des élections présidentielle et législatives en février 2022.

Cependant, le colonel Assimi Goïta, dirigeant de la junte, avait exprimé son incapacité à respecter le calendrier établi pour cause d'insécurité persistante dans le pays. Les assises nationales ont alors été chargées de constituer un nouveau calendrier. Le 30 décembre dernier, les participants aux assises ont proposé de prolonger la transition de la junte militaire « de six mois à cinq ans. » Le pouvoir malien a tranché en optant pour une prolongation de la transition pendant cinq ans.

Yvette Reine Nzaba

« Ces décisions ne prennent pas compte des besoins des Maliens. Les conséquences, c'est une situation chaotique pour le Mali. On devait maintenir les canaux du dialogue avec les autorités légitimes du Mali pour qu'ensemble, nous puissions définir un processus, un chronogramme, un agenda de sortie de cette situation »

pourraient être conduites que par des autorités démocratiquement élues », avait déclaré Roch Marc Christian Kaboré, le président de la conférence des chefs d'Etat de l'Uémoa à l'ou-

tion. Dans un communiqué publié après la réunion, les dirigeants de la Cédéao « regrettent le manque de volonté politique des autorités de transition,

quances, c'est une situation chaotique pour le Mali. On devait maintenir les canaux du dialogue avec les autorités légitimes du Mali pour qu'ensemble, nous puissions

FMI

Des épisodes de turbulences en vue pour les économies émergentes

Les économies émergentes devraient se préparer à des épisodes de turbulences économiques alors que la banque centrale américaine va relever ses taux directeurs et que la croissance mondiale ralentit, en raison du variant Omicron, prévient le Fonds monétaire international (FMI).

Le FMI, qui doit publier le 25 janvier ses dernières prévisions actualisées, estime pour le moment que la reprise mondiale devrait se poursuivre cette année et l'année prochaine. Mais « les risques pour la croissance restent élevés en raison de la résurgence obstinée de la pandémie », notent Stephan Danninger, Kenneth Kang, Hélène Poirson, économistes du FMI dans un billet de blog publié lundi. Depuis mi-décembre, le variant Omicron se propage rapidement dans le monde, avec un nombre record de contaminations enregistrées pour cette quatrième vague de la pandémie.

Bien qu'Omicron soit moins mortel que la covid-19 et les précédents variants, il s'accompagne de restrictions compromettant la croissance. « *Étant donné le risque que cela puisse coïncider avec un resserrement plus rapide des taux de la Fed, les économies émergentes devraient se préparer à épisodes de turbulences économiques* », écrivent les responsables du FMI d'autant que ces pays sont déjà confrontés à une inflation élevée et une dette publique « considérablement plus élevée ».

La Réserve fédérale américaine (Fed) a signalé sa volonté de relever ses taux directeurs plus rapidement et de façon plus agressive que prévu pour contenir l'inflation galopante aux États-Unis qui pèse sur

les ménages et la consommation moteur de la croissance américaine.

Un relèvement des taux directeurs signifie que les coûts de refinancement de la dette d'un certain nombre de pays émergents libellée en dollars vont augmenter. Or, ces pays sont moins à même d'absorber ces coûts supplémentaires.

« *Alors que les coûts d'emprunt en dollars restent faibles pour beaucoup, les inquiétudes concernant l'inflation intérieure (...) ont conduit plusieurs marchés émergents l'année dernière, dont le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud, à commencer à augmenter le taux d'intérêt* », note en outre le FMI. In fine, des hausses plus rapides des taux de la Fed pourraient secouer les marchés financiers et resserrer les conditions financières à l'échelle mondiale.

Le risque est un ralentissement de la demande et du commerce aux États-Unis ainsi que la sortie de capitaux et la dépréciation de la monnaie dans les marchés émergents. Le FMI préconise aux marchés émergents de prendre des mesures « *dès maintenant (...) pour réduire les vulnérabilités* ». L'institution de Washington recommande enfin une communication « *claire et cohérente* » des plans de politiques monétaires pour « *améliorer la compréhension de la nécessité de rechercher la stabilité des prix* ».

AFP

Riposte musclée de la junte au pouvoir contre la Cédéao

La junte au pouvoir a décidé à son tour de fermer ses frontières terrestres et aériennes avec les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao). En réponse aux lourdes sanctions économiques et financières de cette communauté, le Mali a décidé d'appliquer la « réciprocité ».

En plus de la fermeture des frontières, le gouvernement de transition a décidé de « rappeler ses ambassadeurs » dans les pays de l'organisation régionale, informe un communiqué du porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga. Selon le dirigeant malien, « ces mesures contrastent avec les efforts fournis par le gouvernement et sa disponibilité au dialogue en vue de trouver un compromis avec la Cédéao sur le chronogramme des élections au Mali ».

En conséquence, détaille le communiqué, « *le Mali a promis de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de riposter à ces sanctions malencontreuses dans les prochaines heures* ». Dans sa réponse, le Mali dit apprendre avec « *stupéfaction les sanctions économiques et financières prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine dimanche à Accra (Ghana)* ».

Le Mali regrette que des « *organisations sous-régionales ouest-africaines se fassent instrumentaliser par des puissances extra-régionales aux desseins inavoués* », indique le communiqué. En outre, le gouvernement malien « *dénonce et rejette les décisions suivantes qui ne sont fondées sur aucun texte communautaire* ». Selon toujours les

autorités maliennes, « *l'embargo décidé par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao, applicable à un Etat souverain, constitue une violation manifeste du Traité de l'Union monétaire ouest-africaine et des statuts de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest* ».

Partant de ce constat, « *le gel des avoirs d'un Etat, des entreprises publiques et parapubliques ne saurait être appliqué par la Banque centrale qui reste un organe indépendant auquel chaque Etat membre a concédé son droit souverain d'émission* », fulminent les autorités de la transition.

Le Mali souligne « *le caractère inhumain de ces mesures qui viennent affecter les populations déjà durement éprouvées par la crise sécuritaire et la crise sanitaire, notamment celle de la covid-19* ».

Selon la junte au pouvoir, « *des dispositions ont été prises pour assurer l'approvisionnement normal du pays par tous les moyens appropriés* ». Constatant ces « violations répétées des textes, principes et objectifs de ces organisations », le Mali « *tirera toutes les conséquences et se réserve le droit de réexaminer sa participation à ces entités* » mentionne le communiqué.

Les Dépêches de Brazzaville



COMMUNIQUE DE PRESSE

Suite à la diffusion sur le web d'un article diffamatoire et d'une vidéo à caractère pornographique portant atteinte à la morale publique et à son image, Congo Telecom condamne avec la plus grande fermeté cette publication qui n'a d'autres visées que de nuire à une entreprise publique citoyenne et responsable.

Les allégations de ce site-web sont évidemment toutes fausses. En effet, la vidéo publiée met en scène deux individus totalement inconnus des services de Congo Telecom, dans des locaux qui n'appartiennent pas non plus à l'opérateur national des télécommunications.

Congo Telecom dénonce ce contenu diffamatoire qui vise à ternir l'image d'une équipe dirigeante qui, depuis 20 mois, ne ménage aucun effort dans le relèvement et la transformation de l'opérateur historique en un champion national de premier plan tant au Congo que dans la sous-région.

Tél : 2222
Mail : contact@congotelecom.cg ;
Site-web : www.congotelecom.cg,
Facebook, Twitter, LinkedIn : Congo Telecom

42^e RÉUNION DE LA SADC

Félix Tshisekedi attendu ce mardi au Malawi

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo, est attendu le 11 janvier à Lilongwe, capitale de la République de Malawi, pour participer à la quarante-deuxième réunion du sommet extraordinaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Du 11 au 12 janvier, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la SADC seront à Lilongwe pour réfléchir sur les enjeux politiques et sécuritaires liés à la sous-région. Les signes visibles qui jonchent les artères de la capitale malawite constituent une preuve qu'un grand événement va bientôt avoir lieu. Dirigé par Dr Lazarus Carthy Chakwera, président du Malawi et président en exercice de la SADC, ce sommet va traiter plusieurs sujets, notamment l'évaluation des progrès et mandat de la mission de la SADC au Mozambique « Samim » déployée en vue d'aider ce pays d'Afrique australe à lutter contre le terrorisme et les actes extrêmes de violences. Ce forum va également se focaliser sur les questions centrales de soutien au fonctionnement efficace des objectifs de la mission de la SADC au Mozambique, dans le but de restaurer la paix et la stabilité dans ce pays, précisément dans la province du Cabo Delgado.

En sa qualité de président de la République démocratique du



Congo et président en exercice de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo prendra également part à cette

grande rencontre de l'Afrique australe. Peu avant le sommet proprement dit du 12 janvier regroupant les chefs d'Etat

et de gouvernement des pays membres de la SADC, il va se tenir, le 11 janvier, la réunion extraordinaire de la Troïka

convoquée par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, et président en exercice de l'organe politique de la SADC, ayant en outre comme attribution la défense et la coopération en matière de sécurité.

Cette réunion va concerner trois pays membres de la SADC, en l'occurrence le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud. Composée de seize pays d'Afrique australe membres dont la République démocratique du Congo, la SADC est une organisation intergouvernementale ayant pour objectif de faire progresser l'intégration socio-économique ainsi que la coopération politique et sécuritaire entre les pays membres. Le précédent sommet de la SADC a eu lieu le 17 août 2021, toujours au Malawi. Signalons que la République démocratique du Congo prendra la présidence tournante de cette organisation au mois d'août de l'année en cours. Et Kinshasa accueillera le sommet prévu le même mois.

Alain Diasso

DÉVELOPPEMENT

Les cinq événements qui pourraient impacter l'aide humanitaire en 2022

Des experts du développement mondial ont apporté leur éclairage sur « des événements hypothétiques mais vraisemblablement possibles qui pourraient avoir un impact sur le secteur international de l'aide humanitaire et du développement en 2022 », notamment sur la Chine, l'Afrique, le climat, les élections présidentielles dans certains pays et la santé mondiale.

1. Sur la Chine

Un expert en développement a proposé un scénario possible : « Lassée des critiques continuelles de son bilan en matière de droits de l'homme et de son financement de programmes de développement douteux en Afrique et dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la route », la Chine annule son adhésion à la Banque mondiale et au développement régional ». Un ancien haut fonctionnaire des Nations unies a expliqué à son tour que c'était peu probable, Pékin ayant été « comme un petit Pac Man, engloutissant des morceaux de l'architecture internationale. Ils vont déterminer à quoi ils veulent l'utiliser, ou ils vont bloquer les choses pendant qu'ils utilisent leurs propres entités ».

2. Sur l'Afrique

Des documents préliminaires révèlent que pour le plan de l'Union européenne (UE) pour le sommet avec l'Union africaine, que se tiendra du 17 au 18 février à Bruxelles, six « produits livrables clés » étaient envisagés, et que les responsables travaillent à rassembler les engagements de financement finaux. L'UE prépare un « paquet d'investissement », car

elle ne peut offrir de l'argent au-delà du budget de sept ans, couvrant la période allant jusqu'en 2027. Bruxelles espère que son Global Gateway, récemment annoncé, axé sur les infrastructures durables, s'avérera un outil précieux pour progresser dans cette direction.

3. Sur le climat

Les pourparlers mondiaux sur le climat en 2022 se déplacent en Afrique. Pour le directeur du Center for Sustainable Finance, Ulrich Volz, le succès de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques en Égypte de cette année dépend des progrès réalisés en matière de pertes et de dommages. « Dans l'ensemble, les pays africains, ainsi que les pays en développement ailleurs, subissent déjà d'énormes pertes dues au changement climatique, même s'ils n'y ont presque rien contribué. Les pays riches, dont les émissions de carbone historiques sont à l'origine de ces dommages, doivent reconnaître leur responsabilité et accepter des transferts financiers plus importants vers les pays vulnérables. Dans ce contexte, attendez-vous à beaucoup d'attention sur la taxonomie de la finance

durable de l'UE - actuellement sujette à un débat acharné sur l'opportunité d'inclure le nucléaire et le gaz comme formes d'énergie propre ». Et d'ajouter : « Si l'UE va de l'avant avec l'inclusion du gaz et du nucléaire, la taxonomie deviendra une imposture. Cela enverrait un signal terrible au reste du monde. L'UE perdrait également toute autorité pour convaincre les autres de passer à zéro ».

4. Les élections présidentielles

La France, la Colombie et l'Australie se rendent toutes aux urnes cette année, ainsi que les États-Unis à mi-mandat. Le vote le plus important est peut-être au Brésil où le président Jair Bolsonaro est candidat à sa réélection. Pour Aline Burni, chercheuse brésilienne à l'Institut allemand de développement, bien que sa mauvaise gestion de la pandémie et son bilan économique le mettent à la traîne pour le moment, une victoire de Jair Bolsonaro ne peut être écartée. « Le Brésil a été comme un paria sur la scène internationale à cause du gouvernement actuel. L'UE et même les États-Unis se sont un peu trop éloignés et ont laissé trop de place à la Chine, qui a beaucoup

investi au Brésil et en Amérique latine, notamment dans le domaine des énergies renouvelables ».

5. Sur la santé mondiale

David McNair, directeur exécutif de la campagne ONE a mis en garde contre l'impact économique des variantes de la covid-19. Son organisation sera préoccupée par la viabilité de la dette, notamment dans les pays identifiés comme à haut risque par la Banque mondiale (Tchad et Éthiopie). Il pense que les nouvelles variantes pourront aussi parfois être utilisées « comme excuses pour un manque de progrès sur des dossiers politiques plus délicats dans l'UE ». L'autre objectif sera la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme aux États-Unis au cours du second semestre 2022. David McNair prédit un rôle plus important pour le fonds dans une sécurité sanitaire plus large, alimentée par les besoins de la pandémie de covid-19. Il appelle à garder un œil « sur tout ce qui est nouveau », après l'absence de la Russie à la conférence de presse qui a suivi la reconstitution du fonds en 2019 à Lyon avec le président français, Emmanuel Macron.

Noël Ndong

INFRASTRUCTURES

Le marché de Matadi Kibala en voie d'être délocalisé

Le positionnement actuel du marché de Matadi Kibala sur le prolongement de la Nationale numéro 1, sur l'axe Kinshasa-Matadi, dans la commune de Mont Ngafula, a longtemps été source d'embouteillages récurrents observés sur ce tronçon.

Tous ceux qui empruntent fréquemment l'axe hautement stratégique Kinshasa-Matadi vivent constamment une situation malencontreuse. Aux fins de remédier à l'engorgement inacceptable auquel sont quotidiennement exposés les automobilistes et autres usagers de ce tronçon, le président de la République a cru bon d'attirer l'attention du gouvernement sur le danger que représente le marché de Matadi Kibala par rapport à sa localisation et à son fonctionnement. Ce marché se trouve dans un état de délabrement avancé, marqué notamment par la vétusté de ses structures, des ordures et un sol boueux qui empêchent l'exercice du commerce dans des conditions d'hygiène acceptables.

En effet, lors de la trente-cinquième réunion du Conseil des ministres du gouvernement de la République te-



Une vue du marché Matadi Kibala/DR

nue le 7 janvier dernier par visioconférence, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a fait part de ses préoccupations quant à ce marché.

Dans sa communication, il a instruit la mise en place d'une équipe de travail chargée de réaliser une étude de faisabilité en vue de la construction

d'un grand centre logistique et de la délocalisation de ce marché. Cela, a-t-il soutenu, devrait permettre de faire le stockage et la commerciali-

sation des produits agricoles. Ce projet, faut-il le dire, rejoint son engagement à doter toutes les grandes villes du pays d'infrastructures socio-économiques modernes, fonctionnelles et favorisant le dynamisme économique.

Placée sous la supervision du Premier ministre, cette équipe de travail devrait être composée du vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Affaires coutumières; du ministre d'Etat, ministre de l'Urbanisme; du ministre des Affaires foncières ainsi que d'autres parties prenantes dont les gouverneurs de Kinshasa et du Kongo central. Les habitants de la périphérie ouest de Kinshasa ont salué ce projet de délocalisation du marché de Matadi Kibala pour autant qu'il contribuerait à désengorger et à fluidifier le trafic sur la Nationale 1.

Alain Diasso



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO



FINANCES PUBLIQUES

Le gouvernement s'emploie à améliorer la qualité des dépenses en 2022

La trente-cinquième réunion du Conseil des ministres, tenue le 7 janvier et présidée par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, par visioconférence, a procédé, entre autres, à une sérieuse évaluation de la situation économique du pays en ces temps de basse conjoncture marqués par la pandémie de covid-19.

Faisant le point de la situation des marchés des changes, la gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC) a rappelé que 2021 aura été une bonne année pour avoir consacré la rupture avec les effets néfastes de la pandémie à covid-19 en République démocratique du Congo. En 2021, a-t-elle indiqué, le gouvernement a pu renouer avec la croissance et a réussi à baisser sensiblement l'inflation tout en garantissant la stabilité de la monnaie. « *La stabilité du cadre macroéconomique observée est justifiée, entre autres, par la bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire, la poursuite des réformes et l'absence des chocs majeurs* », a noté la gouverneure de la BCC.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La croissance économique s'est établie à 5,7% en 2021 contre 1,7% en 2020. Sur l'ensemble de l'année dernière, les prix ont progressé de 5,28% contre 15,75% en 2020. Pour 2022, les perspectives sont bonnes et la croissance peut passer à 6%. Par ailleurs, a souligné la gouverneure, « *On peut maintenir l'inflation sous contrôle, la stabilité du taux de change, la bonne tenue des finances publiques*



». Elle en a profité pour annoncer deux décisions majeures, notamment la réduction du taux directeur de la BCC de 8,5% à 7,5% et la constitution des réserves obligatoires dans

la monnaie des dépôts pour permettre l'octroi des crédits en monnaie nationale et ainsi contribuer à la dédollarisation de l'économie nationale.

Complétant la gouverneure

de la BCC, le ministre des Finances, pour sa part, a fait le point de la situation des finances en 2021. Il a indiqué que les recettes mobilisées par les régies financières durant

l'année dernière ont atteint un niveau historique de 12 000 milliards de francs congolais, soit près de six milliards de dollars américains, indiquant une augmentation de 65% par rapport aux recettes réalisées en 2020. Dans la foulée, le ministre des Finances a insisté sur le fait qu'en 2022, des efforts seront davantage consacrés à l'amélioration de la qualité de la dépense.

Il a ajouté que le mois de décembre a connu une recette exceptionnelle de 25 millions de dollars américains de paiement de bonus de signature lié au renouvellement de la convention pétrolière avec Perenco. L'entièreté de cette recette, a-t-il dit, a été affectée aux interventions du gouvernement à travers le Bureau central de coordination en vue d'un certain nombre d'affectations. Il s'agit, particulièrement, de 20 milliards CDF affectés au projet de développement pour le territoire de Moanda ; de 20 milliards CDF comme acompte aux efforts de redynamisation de la diplomatie congolaise tel qu'adopté en Conseil des ministres et de 10 milliards CDF en complément des autres projets d'investissement du gouvernement.

Alain Diasso

RDC-FRANCE

Isabel Tshombe pose ses premiers actes d'ambassadrice

Après avoir pris officiellement ses fonctions d'ambassadrice de la République démocratique du Congo (RDC) en France, Isabel Tshombe est allée, selon les usages, rendre visite au doyen du corps diplomatique y accrédité, le nonce apostolique Mgr Celestino Migliore.



La nouvelle ambassadrice de la RDC en France a réservé, le 6 janvier, sa toute première visite de courtoisie à Mgr Celestino Migliore, doyen attitré du corps diplomatique. C'est dans un esprit de convivialité et d'ouverture que s'est déroulé l'entretien entre les deux diplomates. Les deux chefs de mission se sont rassurés réciproquement d'entretenir une collaboration fructueuse.

Isabel Tshombe a présenté, le 5 janvier, les copies figurées de ses lettres de créance comme ambassadrice de la RDC en France au directeur du protocole d'Etat du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Philippe Franc, qui lui a rendu, conformément à l'usage en République française, une visite de courtoisie. Cela ouvre la voie à la présentation de ses lettres de créance au président français, Emmanuel Macron. Précisons qu'Isabel Tshombe a été nommée ambassadrice de la RDC en France le 12 octobre 2021, par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo. Avant ce poste, elle a été la représentante spéciale du président de la République à la Francophonie, fonction qu'elle a exercée depuis Joseph Kabila.

Lucien Dianzenza

MANIEMA UNION

Dauda lupembe limogé

L'entraîneur Dauda Lupembe ne fait plus partie du Maniema Union. Lui et toute son équipe ont été virés, suite à l'élimination du club au premier tour préliminaire de la Ligue des champions et en Coupe de la Confédération.



Dauda Lupembe n'est plus entraîneur de Maniema Union

La direction de Maniema Union a décidé, le 7 janvier, du limogage de l'entraîneur Dauda Lupembe, et son adjoint Guy Lusadis. La décision tombe alors que le technicien congolais, également sélectionneur adjoint des Léopards de la République démocratique du Congo, séjournait en Egypte, à la tête d'une sélection composée de joueurs évoluant au pays, en Tanzanie et au Maghreb, dans le cadre

d'un stage. Dauda Lupembe a été viré, apprend-on, à cause de l'élimination du club de Kindu, dans la province du Maniema, au premier tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique (débarqué par Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud), et aux barrages de la Coupe de la Confédération après avoir été déversé à ce niveau de la compétition (sorti de la course par Pyramids FC d'Egypte). C'est

en août 2020 qu'il est arrivé à la tête du staff technique des Unionistes par un contrat d'objectifs. Son haut fait d'armes, c'est d'avoir réussi à emmener Maniema Union, pour la première fois de l'histoire de ce club, en Ligue des champions. Mais en fait, le club a profité de la décision de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) qui sanctionnait V.Club, mais une décision annulée bien plus tard par le Tribunal arbitral du sport. Dans le classement revisité, Maniema Union a fini troisième à la 26e édition du Championnat de la Ligue nationale de football 1. Le club avait donc profité de la décision inadaptée de la Fécofa pour finir deuxième au classement, position qualificative pour la Ligue des champions.

Dauda Lupembe s'en va, laissant le club dans le top 5 au classement provisoire du championnat national. Maniema Union est actuellement quatrième, avec vingt-cinq points glanés en treize matches. Parmi des noms cités pour reprendre son tablier, il y a celui du Congolais de Brazzaville, Isaac Ngata, et d'Otis Ngoma, tous deux, anciens coaches du Daring Club Motema Pembe de Kinshasa.

Martin Enyimo

VIE DES CLUBS

Mutufuila succède à Kimoto au staff technique de JSK

Mutufuila est le nouvel entraîneur principal de la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK), avec la mission de maintenir cette formation dans l'élite du football national.

Parti de la Jeunesse sportive Groupe Bazano de Lubumbashi, l'entraîneur Raoul Mutufuila a vite rebondi. Il est désormais coach de la JSK, officiellement présenté le 7 janvier. Il va assurer le coaching de l'équipe contre Sa Majesté Sanga Balende, le 16 janvier au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi, réputé être le théâtre des violences de la part des supporters du club local. « Nous avons pris la direction technique de JSK. Nous sommes venus avec l'objectif de maintenir l'équipe dans cette compétition. Nous allons travailler pour les matches restants de cette phase aller pour être mieux classés et cela nous donnera une vision pour la phase retour du championnat. Nous croyons qu'avec les six matches restants, qui sont difficiles dans un championnat aussi difficile, cela n'est pas impossible de les gagner. Nous allons tout faire pour avoir les points qui vont nous permettre de mieux nous positionner », a-t-il confié.

Raoul Mutufuila remplace à ce poste Papy Kimoto qui n'a coaché qu'un seul match de la JSK, perdu à domicile face à US Panda B52 de Likasi par zéro but à un. Il avait annoncé



son départ aux joueurs, le 6 janvier, après juste un mois passé à la tête du staff technique de cette équipe. Se confiant à la presse, il a dit : « C'est vrai, nous venons d'avoir une discussion avec nos joueurs et avons annoncé ce matin à l'entraînement notre départ. Un accord a été trouvé avec le président de cette formation qui m'a autorisé de m'engager avec une équipe au choix et je n'ai pas besoin d'étaler le contenu de notre discussion ici. Voilà, nous avons trouvé un accord et nous nous sommes séparés dans la paix avec la JSK ».

Et d'ajouter : « Dans ce monde du football, il y a des portes qui s'ouvrent qu'une fois dans la vie, que ça soit pour nous entraîneurs

ou joueurs. Et qu'il y a des offres que je ne peux pas refuser. Moi même je suis triste de me séparer avec ces joueurs qui sont déçus, mais ce sont des choses qui arrivent. JSK, c'est ma maison, je fais partie de l'histoire de ce club. Comme le président a compris qu'il ne pouvait pas me retenir par rapport à ses opportunités, nous gardons de bonnes relations avec cette équipe, ce qui est le plus important ».

Raoul Mutufuila a donc la mission de maintenir le club dans l'élite du football. JSK est la 14e formation au classement avec dix points en treize sorties au championnat national de football Ligue 1.

M.E.

FOOT-MERCATO

Edo Kayembe à Watford en Premier League anglaise

Le milieu de terrain international congolais Edo Kayembe (23 ans) fait désormais partie de l'équipe de Watford en Premier League anglaise, le meilleur championnat national au monde actuellement.



Il a signé, le vendredi 7 janvier 2022, un contrat de quatre années. Transfuge de KAS Eupen en Belgique, le Congolais arborera le maillot numéro 39 ans et d'ailleurs débuté avec les entraînements en groupe juste après sa présentation officielle.

Natif de Kananga dans le Grand Kasai, Edo Kayembe a été joueur de l'ex-Shark XI FC de Kinshasa, avant d'arriver en Belgique en 2017 après avoir signé au RSC Anderlecht. Il a fait sa première apparition avec les Mauves le 22 décembre 2017 au cours d'un match de la Jupiler Pro League contre KAS Eupen, entré en jeu en remplacement d'Adrien Trebel. Et Anderlecht l'a emporté par un but à zéro. En décembre 2018, il a disputé deux matches de la phase des groupes de l'Europa League, entré en jeu respectivement contre Spartak Trnava à Bruxelles, et en déplacement face à Dinamo Zagreb.

Peu utilisé à Anderlecht, il a changé d'air en signant au KAS Eupen en 2020, où il a réalisé deux saisons appréciables, jusqu'à taper dans l'œil du coach italien Claudio Ranieri de Watford qui reconnaît qu'il est « milieu de terrain pied gauche fort ». Edo Kayembe a été international espoir congolais avant d'intégrer les Léopards A et honorer sa première sélection le 10 octobre 2019, lors du match amical contre l'Algérie à Blida (un but partout). Il est sorti du banc pour faire un match honorable.

M.E.

AVIATION CIVILE

Le gouvernement s'imprègne du rapport sur la liquidation des Lignes aériennes congolaises

Le Conseil des ministres tenu le 7 janvier par visioconférence, sous la présidence du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a souligné la possibilité d'une éventuelle récupération du patrimoine restant de la compagnie Lignes aériennes congolaises (LAC), en vue de l'affecter à une autre société existante ou de créer une nouvelle compagnie.

La présentation du rapport répond à l'instruction du président de la République, lors de la précédente réunion des ministres, qui a voulu voir ce dossier évoluer. Au cours de cet exercice ponctué par un débat et des délibérations, la ministre d'Etat en charge du Portefeuille a souligné la possibilité de récupérer le patrimoine restant des LAC, en vue de l'affecter à une autre société existante. Elle a également fait part de la possibilité de la création d'une nouvelle société par voie d'acquisition auprès du comité de liquidation des LAC.

Une commission, composée d'experts de la primature, des ministères en charge du Portefeuille et des Transports, a étudié certains dossiers relatifs à cette société dont la valeur marchande du patrimoine existant; la créance certifiée des LAC sur l'Etat congolais; la dette envers d'autres créanciers et la dette sociale certifiée due aux agents des LAC ainsi que d'autres litiges importants.

Rappelons que c'est depuis 2003 que la compagnie LAC est tombée en faillite et le processus de sa liquidation a été amorcée en 2014 à l'issue d'un Conseil des ministres.

Dans une mise au point faite récemment, le comité de liquidation avait fait savoir que la compagnie LAC n'avait pas été remplacée par la nouvelle compagnie aérienne Air Congo, précisant qu'Air Congo est né d'un partenariat entre le gouvernement congolais et la compagnie Ethiopian Airlines. Le gouvernement congolais compte donc lancer une nouvelle compagnie, Air Congo, qui existera aux côtés de Congo Airways.

Le président Félix Tshisekedi, qui a exigé un rapport succinct sur l'état des lieux de la liquidation des LAC, veut se faire une idée claire et précise sur la créance certifiée de cette compagnie sur l'Etat congolais, la dette sociale certifiée due aux agents, la dette envers d'autres créanciers, la valeur marchande du patrimoine existant, les autres litiges importants, etc. L'enjeu sera, avait-il dit au cours de la réunion du Conseil des ministres du 24 décembre dernier, d'apprécier le patrimoine disponible des LAC, d'une part, et de faciliter une meilleure prise de décision en rapport avec la mise en œuvre d'un nouveau véhicule à même de propulser l'exploitation optimale des activités aériennes dans le pays, d'autre part.

Cette compagnie, précise-t-on, n'a pas d'espèces dans ses comptes en banque. Son capital, lors de sa transformation, a été évalué sur son patrimoine immobilier.

Lucien Dianzenza

CAMEROUN 2022 / GROUPE A

Deux penalties d'Aboubakar offrent la victoire au Cameroun en match d'ouverture

Le Cameroun a réussi son entrée dans sa Coupe d'Afrique des nations (CAN) à domicile en renversant le Burkina Faso (2-1), grâce à deux penalties de son capitaine, Vincent Aboubakar, mais s'est fait un peu peur, dimanche à Yaoundé.

Le rugissement final du stade d'Olembé ressemblait à un ouf ! Les Lions indomptables avaient suffisamment de marge sur les Étalons, diminués par le forfait de cinq joueurs touchés par la covid tard l'avant-veille du match d'ouverture de la 33e CAN. Favori logique, pays organisateur et cinq fois vainqueur, le Cameroun n'a pas donné une leçon, il a notamment joué un début de match timoré.

Malgré l'énergie des latéraux Tolo Nouhou et Collins Fai, l'activité de Frank Anguissa ou les nerfs solides d'Aboubakar, il faudra montrer plus de maîtrise.

André Onana, notamment, n'a pas fait honneur à la tradition des immenses gardiens camerounais, Thomas Nkono, Joseph-Antoine Bell ou Idriss Kameni.

La sortie manquée d'Onana

Sa sortie manquée a laissé Gustavo Sangaré ouvrir le score (25e mn), puis les deux penalties du capitaine (43e et 45e+4 mn) ont effacé l'erreur du goal de l'Ajax Amsterdam.



Double buteur sur penalty, Vincent Aboubakar a fait chavirer le stade Olembé (Kenzo Tribouillard/AFP)

Mais les Burkinabés aussi ont commis des erreurs, sur les penalties, un coup de hanche de Bertrand Traoré sur Frank Anguissa a offert le premier penalty au Cameroun, après correction de l'arbitrage vidéo, et un tackle

pas maîtrisé d'Issoufou Dayo qui a fauché le remuant latéral gauche Tolo Nouhou.

Les Lions indomptables contrôlaient le ballon, mais sans suffisamment d'application, à l'image des coups de pied arrêtés mal

tirés par Nicolas Ngamaleu.

Les Lions s'étaient montrés trop pressés sur leurs occasions, comme Vincent Aboubakar (9e mn) et Karl Toko-Ekambi (12e). Les Étalons ont puni ce manque d'intensité sur leur première

action, Gustavo Sangaré se retrouvant libre au second poteau après la manchette ratée d'Onana. Coup de théâtre à Olembé ! Sur la même action quelques secondes plus tôt, Tolo avait déjà sauvé sur sa ligne une tête puissante du capitaine Bertrand Traoré. Mais le sang-froid de Vincent Aboubakar a fait rugir deux fois le stade d'Olembé : un penalty à gauche, un à droite. Le capitaine avait marqué le but offrant la cinquième CAN au Cameroun en finale contre l'Égypte (2-1), en 2017.

Le stade d'Olembé, où les ouvriers s'activaient encore pour les finitions à quelques heures du coup d'envoi, pouvait être soulagé à la pause. Arrivés de longues minutes avant le coup d'envoi, les supporters avaient les encouragements qui les démangeaient ! Ils ont pu célébrer Onana, qui s'est racheté en détournant un coup franc incurvé de Traoré (48e mn) et une frappe à bout portant d'Adama Guira (55e). L'essentiel pour le Cameroun était assuré.

Camille Delourme avec AFP

Le palmarès complet de la Coupe d'Afrique des nations

Depuis sa création en 1957, la Coupe d'Afrique des nations s'est jouée à trente-deux reprises. Voici le palmarès complet.

1957: Égypte
 1959: Égypte
 1962: Éthiopie
 1963: Ghana
 1965: Ghana
 1968: Congo Kinshasa
 1970: Soudan
 1972: Congo Brazzaville
 1974: Zaïre
 1976: Maroc
 1978: Ghana
 1980: Nigeria
 1982: Ghana
 1984: Cameroun
 1986: Égypte
 1988: Cameroun
 1990: Algérie
 1992: Côte d'Ivoire
 1994: Nigeria
 1996: Afrique du Sud
 1998: Égypte
 2000: Cameroun
 2002: Cameroun
 2004: Tunisie
 2006: Égypte
 2008: Égypte
 2010: Égypte
 2012: Zambie
 2013: Nigeria
 2015: Côte d'Ivoire
 2017: Cameroun
 2019: Algérie

C.D.

GROUPE A / 1RE JOURNÉE

Le Cameroun et le Cap Vert réussissent leurs débuts

Vainqueurs du match d'ouverture face au Burkina (1-2), le Cameroun a été imité par le Cap Vert, victorieux de l'Éthiopie (1-0).

Apparue à partir de la phase finale en 2019, l'assistance à l'arbitrage vidéo (VAR) a déjà été déterminante à trois reprises lors des deux premiers matches de cette CAN 2022.

Lors du match d'ouverture, l'arbitre algérien Mustapha Ghorbal a fait appel à deux reprises à la vidéo pour valider les deux penalties accordés, à juste titre, au Cameroun.

Bousculé en première période par les Étalons, qui avaient ouvert le score après une triple occasion qui mettait en exergue la passivité de la défense camerounaise, les Lions Indomptables se sont remis en selle avant la pause avec les deux coups de pied de réparation convertis par Aboubakar.

En seconde période, les hôtes de cette 33e CAN ont dominé les débats, sans parvenir à alourdir le score. Cette première victoire est précieuse, car, si elle ne garantit pas



Réduite à dix dès la 12e minute après consultation de la VAR, l'Éthiopie s'est inclinée face au Cap-Vert (Kenzo Tribouillard/AFP)

une victoire finale, elle évite aux quadruples champions d'Afrique de sombrer dans le doute.

Lors de la deuxième rencontre, l'arbitre angolais s'est appuyée sur la VAR pour confirmer la faute de Yared Bayeh sur Julio Tavares, en position de dernier défenseur dès la 12e minute.

A onze contre dix, le Cap Vert

a fait l'essentiel face à une Éthiopie limitée.

Les Requins bleus devront désormais confirmer face au Burkina Faso dans un duel d'Afrique de l'Ouest, alors que l'Éthiopie affrontera le Cameroun lors de la 2e journée

Groupe A

Cameroun-Burkina : 2-1 (2-1)
 Buts : Vincent Aboubakar

(40e et 45e sur penalties) pour le Cameroun, Gustavo Sangaré (24e) pour le Burkina
 Éthiopie-Cap Vert : 0-1 (0-1)
 But : Julio Tavares (45e+1) pour le Cap Vert
 Classement

1) Cameroun, 3 pts, 2) Cap Vert, 3 pts, 3) Burkina, 0 pt, 4) Éthiopie, 0 pt

Camille Delourme

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

1 003 734 de conteneurs EVP manutentionnés en 2021

Le 1 000 000e conteneur manutentionné en un an depuis la mise en concession du terminal à conteneurs a eu lieu le 31 décembre 2021 dans l'enceinte portuaire en présence des responsables du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) et du Groupe Bolloré.

Depuis la signature de la convention en 2008 entre le PAPN et le Groupe Bolloré, les deux partenaires se sont engagés, entre autres, à entamer des travaux de développement du port aboutissant à son extension et à sa modernisation.

En dix ans, des résultats palpables et significatifs ont été obtenus à l'instar de la forte croissance du trafic des conteneurs qui est passé de 180 000 EVP en 2009, année de la mise en concession à 1 003 734 de conteneurs traités au cours de l'année 2021, l'apparition des navires de grande taille passant de 2 400 EVP à plus de 8 000 EVP, l'amélioration des rendements portuaires (les cadences de manutention sont passées de sept boîtes/heure à vingt-deux boîtes/heure en moyenne avec l'arrivée des portiques) et bien entendu l'augmentation du chiffre d'affaires. « Nous nous étions imposés comme objectif d'atteindre 1 000 000 de conteneurs EVP en 2020/2021. Aujourd'hui, c'est un sentiment de satisfaction qui nous anime. Nous sommes le 31 décembre 2021, je vous avoue que nous avons croisé les doigts pour que cela soit véritablement un cadeau de fin d'année que ce millionième conteneur en export avec une production du Congo de bois débités que nous allons donc exporter », a dit Séraphin Bhalat, directeur général du PAPN. « Avec la mise en œuvre du Programme d'investissements prioritaires et de la Convention que beaucoup qualifient de modèle ou d'exem-



plaire entre le PAPN et Congo Terminal, nous sommes en droit de dire que cela nous permet de faire face à la concurrence dans la sous-région grâce à la mise en place des systèmes de management de la qualité par l'amélioration de notre service et la satisfaction de nos clients », a-t-il ajouté.

Ces performances ne doivent pas s'arrêter, bien au contraire elles doivent s'accroître davantage selon le directeur général du PAPN. « Autant nous avons fait des progrès dans le trafic conteneurs, autant nous avons enregistré quelques difficultés dans le trafic hors, c'est à dire le trafic draft et dont il a fallu mettre en place un programme d'urgence avec la construction des quais inaugurés par le président de la République, chef de l'Etat, en début

d'année dernière. Nous allons poursuivre ces efforts avec l'accompagnement des bailleurs de fonds tels l'Agence française de développement pour la construction d'autres quais sur le nouveau môle que nous avons gagné sur la mer avec un financement de l'Etat congolais. C'est donc cet effort que nous devons poursuivre pour que le port soit véritablement au service de la sous-région. Nous venons d'élaborer un plan stratégique 2022-2026 qui a pour ambition de faire de notre port, le hub de transbordement de la sous-région et notre port qui se met véritablement au service du développement de l'économie non seulement du pays mais aussi de l'hinterland et au niveau de la sous-région et enfin que nous soyons un smart-port, un port soucieux des problèmes environnementaux,

soucieux de s'arrimer à la digitalisation. Ce plan stratégique va nécessiter la mise en place des moyens et un dispositif adéquat qui va avec », a-t-il conclu.

Beaucoup de travail a été réalisé depuis 2009, a reconnu Anthony Samzun, directeur général de Congo Terminal. « Bolloré Ports a investi plus de 400 millions d'euros pour moderniser le terminal à conteneurs tant au niveau des infrastructures que des équipements. Ces investissements ont permis de prolonger les quais d'accostage G et D à 1 500 mètres linéaires et d'augmenter leur profondeur pour passer à 15 mètres. Ils ont également servi à renforcer ses équipements avec l'acquisition de 6 portiques de quais et de 18 portiques de parcs. Au cours de cette dernière décennie, l'opérateur a également procédé à des travaux d'aménagement en construisant des aires de stockage couvrant une surface de plus de 32 hectares exploitables et une zone logistique multimodale de 4,5 ha connectée au réseau ferroviaire CFCO en plus d'un atelier technique dédié aux opérations de maintenance. Il s'est également doté du système d'exploitation. Actuellement, plus de 900 Congolais font partie de ses effectifs à comparer la centaine d'agents au début de la concession », a-t-il déclaré. Il a conclu que Bolloré Ports fait du respect des normes environnementales dans ses infrastructures sa priorité.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



FOOTBALL

Bevic Moussiti Oko opéré et absent au minimum deux mois

Écarté des terrains depuis fin septembre, Bevic Moussiti Oko ne jouera pas avant le mois d'avril : il a été opéré fin décembre d'une double fracture de fatigue. La saison avait plutôt bien débuté pour Bevic Moussiti Oko : l'international congolais avait marqué dès la deuxième journée de championnat.

Touché à la cheville fin août, il avait manqué la trêve internationale de septembre avant de rejouer cinq matches pour 1 but et 1 passe décisive.

A nouveau blessé à la cheville, l'avant-centre est retourné à l'infirmerie le 27 septembre. Pour ne plus en sortir.

Et trois mois plus tard, le lundi 27 décembre, il est passé sur la table d'opération « J'ai été opéré d'une double fracture de fatigue. Pour la consolidation, c'est entre 2 et 3 mois », nous a expliqué le natif de Brazzaville.

On ne devrait donc pas le revoir à l'entraînement avant le mois de mars, voire en avril. Il restera huit matches, entre le 2 avril et le 14 mai. De quoi finir la saison en boulet de canon ?

Angleterre, 3e tour de la FA Cup

Réduit à dix à la 38e mn, Barrow, 20e de 4e division, frôle l'exploit à Barnsley. Mais le 23e de Championship s'impose finalement 5-4. Déjà absent en championnat face à Bradford en raison d'un coup reçu à Oldham, Offrande Zanzala n'était pas retenu pour ce match. Espagne, 20e journée, 1ère division



Buteur et passeur contre Rodez le 18 septembre, Bevic Moussiti Oko est éloigné des terrains depuis la fin du mois de septembre (ACA-corsica)

Jordi Mboula est resté sur le banc lors du revers de Majorque à Levante (0-2). Lors des deux autres matches disputés cette semaine par Majorque, l'Hispano-Congolais a joué vingt minutes contre Barcelone (défaite 0-1) et a été remplacé à la 60e mn en Coupe

face à Eibar (qualification 2-0). Portugal, 17e journée, 1ère division Gaius Makouta était titulaire lors du match nul concédé par Boavista face à Tondela (1-1). Auteur d'une bonne frappe cadrée, détournée en corner par le

gardien, à la 57e mn puis remplacé à la 67e, alors que le score était vierge.

Turquie, 20e journée, 1ère division

Hatayspor perd des points chez un mal-classé, Kasimpasa (1-3). Titulaire, Dylan Saint-Louis dé-

livre une passe décisive sur la réduction du score de son équipe : servi sur l'aile gauche, il déborde et centre pour Ergun (75e mn). Ce revers chez le 16e scotche Hatayspor à la 5e place. Rappelons que les troisième et quatrième se qualifient pour la Ligue Europa et que les deux premiers en Ligue des champions.

Ligue 2, 20e journée

Sans Nolan Mbemba, positif au Covid-19, Le Havre s'incline à domicile face à Sochaux (0-1). De retour dans le groupe, Fernand Mayembo est resté sur le banc.

Privé d'Adilson Malanda, suspendu, et de plusieurs joueurs testés positifs, Rodez chute lourdement à Pau (0-4).

Grenoble s'incline à domicile face à Auxerre (0-1). Christ-Vianney Goteni était sur le banc de touche isérois.

Le déplacement d'Ajaccio à Amiens a été reporté en raison des cas de Covid-19. Rappelons que Bevic Moussiti Oko, opéré d'une fracture de fatigue fin décembre, ne reviendra pas avant le mois de mars. Match reporté également entre Caen (Oniangué) et Niort (Passi).

C.D.

CAN

Trois journalistes algériens agressés à l'arme blanche au Cameroun

Trois journalistes algériens, venus couvrir la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun, ont été victimes d'une agression à l'arme blanche à Douala, et l'un d'eux a été légèrement blessé, ont annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF) et la Confédération africaine de football (CAF). La FAF «tient à condamner vigoureusement la lâche agression dont ont fait l'objet trois journalistes algériens à Douala», a écrit dans un communiqué la fédération algérienne, précisant que «l'un des trois journalistes légèrement blessé a été transféré à une structure de santé pour prise en charge».

La fédération algérienne, qui précise que des portables et un passeport ont été volés, «s'indigne devant un tel incident». La CAF, de son côté, a affirmé que les trois journalistes ont été «victimes d'une agression à l'arme blanche perpétrée par des individus non identifiés» et a condamné «avec force cet acte indigne».

La CAN a débuté dimanche par une victoire du pays hôte face au Burkina Faso. La compétition phare du continent doit se clore le 6 février.

AFP

CRISE DANS LES FÉDÉRATIONS SPORTIVES

Les cas de la Fécojuself, de la Fécoicy et de la FCA à l'étude

Le bureau exécutif du Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) et la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (Ccas) ont tenu une séance de travail relative aux litiges au sein des fédérations sportives de jujitsu, d'athlétisme et de cyclisme.

Les deux parties se sont retrouvées pour envisager ensemble comment apporter des solutions exactes et définitives aux cas de crise ayant cours dans certaines fédérations sportives, afin que tout aille désormais dans le bon sens.

Pour le compte de la Fédération congolaise de jujitsu et self défense (Fécojuself), le président de la Ccas, Michel Kaboul-Mahouta, a indiqué qu'il revient au Cnosc de saisir par écrit la Ccas avec tous les éléments en sa possession afin que celle-ci émette le point de vue juridique en appréciant le moment venu et en délibérant.



Les deux parties en conclave DR

Du côté de la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA), le Cnosc a confirmé qu'il y a eu conciliation entre les parties en conflit. Selon Snosc actualité, les membres du bureau fédéral ont donc pensé laver le linge sale en famille en ac-

cordant leurs violons pour repartir désormais sur de nouvelles bases.

A propos du cyclisme, la Ccas a dit avoir reçu une demande de renvoi du délégué pour une nouvelle instruction du dossier relatif au contentieux entre

André Tchikaya Loemba, malheureux candidat à l'élection, et Rufin Arsène Bakouetana, président élu. L'audience prévue au départ le 8 janvier aura finalement lieu à une date ultérieure.

Rude Ngoma

HUMOUR

«Bonana 2022 » captive le public brazzavillois

Après l'édition manquée l'an dernier en raison de la pandémie à coronavirus, le rendez-vous humoristique congolais de chaque début d'année, «Bonana», a vécu son retour le 8 janvier, à l'Institut français du Congo (IFC), avec un public fasciné par le talent de ses artistes et riant à gorge déployée dans une ambiance bon enfant.

Respectant les mesures barrières contre la covid-19, l'IFC n'a pas pu accueillir tous les Brazzavillois ayant fait le déplacement pour assister au rendez-vous «Bonana », devenu une référence du stand-up au Congo et au-delà des frontières. Organisé par le Brazza comedy show depuis 2015, le spectacle d'humour Bonana se veut une belle manière de débiter l'année dans la joie et la bonne humeur. Pour Junior de Mat, initiateur de cet événement, « c'est formidable de transmettre la bonne humeur, au regard de toutes ces atrocités (guerre, pandémie, pollution...) commises dans le monde. Merci à l'IFC qui a permis au public de savourer gratuitement ce cocktail humoristique servi par nos talentueux artistes ».

A l'occasion de «Bonana 2022», présenté par Junior de Mat et la pépite de l'humour congolais Malika, 8 ans, le public a baigné dans une mare de fous rires pendant près d'1h30. Le premier show offert au public a été celui de Daly Cardinal qui a ironisé sur la promotion des boissons coïncidant avec la campagne de vaccination sur la covid-19. Il a également surfé sur les péripéties de 2021 au Congo en matière d'amour, d'argent, d'eau et d'électricité. S'en sont suivis, tour à tour, Pétros le métis noir ironisant sur son teint noir foncé et le rapport d'intimité lors d'un deuil ; Koufich le Chinois et ses expressions hors du commun quant à son physique ; Monsieur l'honorable

qui a plaidé pour le bon usage des documents papiers comme les cahiers scolaires ou les journaux au risque que cela nous porte préjudice ; Franche Béni avec son sketch sur les avantages et les inconvénients de l'avènement de la covid-19 au Congo. Outre Pétros, la ville océane

« Le talent ne ment pas. Malika et Marie Miracle sont juste incroyables. J'étais en larmes tellement que je riais. Comme quoi, aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années. Et quant aux autres, ils étaient juste waouh !!! Bravo à Brazza comedy show »

était également représentée par le talent de Kodala qui a partagé avec le public la nécessité de ne pas prendre l'alcool pour de l'eau au péril de se retrouver ivre, ainsi que les relations chiens-humains en Afrique qui diffèrent de celles en Europe.

En guest star, «Bonana 2022» a connu la présence de l'artiste ivoirien, Filsunik, avec ses sketches délirants qui n'ont point laissé les spectateurs insensibles. Son duo avec l'artiste Roblin Président, imitant respectivement l'ancien président ivoirien, Laurent Gba-



Les artistes au terme du spectacle Adiac

gbo, et le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a été chaleureusement applaudi par la foule. « Je suis très heureux d'être là ce soir. C'est mon premier voyage de 2022 et c'est le Congo-Brazzaville qui me l'a offert. Aussi, j'ai beaucoup admiré l'ambiance avec le public qui a été très chaleureux. J'es-

père y revenir encore pour un tel show », a confié Filsunik, au terme du spectacle.

L'autre belle surprise de cette soirée «Bonana 2022» a été le passage de Marie Miracle, une jeune humoriste qui rejoint désormais l'équipe de Brazza comedy show. « Le talent ne ment pas. Malika et Marie Miracle

sont juste incroyables. J'étais en larmes tellement que je riais. Comme quoi, aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années. Et quant aux autres, ils étaient juste waouh !!! Bravo à Brazza comedy show », s'est réjoui Gunnel Mankessi.

Merveille Atipo

« Coco et Rico » désormais disponible en DVD

Sorti en décembre dernier, le support de la saison 1 de la série «Coco et Rico», intitulé « Budget du foyer », est disponible actuellement à la bibliothèque de Sueco. « Coco et Rico » (incarnez par les artistes comédiens et humoristes Bruno Tsamba et Amour Zoungani), le couple fou amoureux mais souvent en désaccord, c'est le rire assuré du début jusqu'à la fin.

Spectacle de théâtre au départ, puis web série, « Coco et Rico », conçu, écrit et mis en scène par Bruno Tsamba, s'invite cette fois chez le public à travers un DVD. La covid 19 ne permettant plus souvent aux artistes de monter sur scène, Bruno Tsamba a pensé réaliser leur projet datant de 2019 de mettre le spectacle sur support vidéo en forme d'une série de dix épisodes de sketches bouclés, de dix à quinze minutes, traitant chacun d'un thème bien précis.

Cette première saison de «Coco et Rico», intitulé «Budget du foyer», est une auto production. Les moyens de bord étant insuffisants, le projet n'a pu être réalisé totalement. « A chaque fois que nous jouons «Coco et Rico», le public nous demande le support vidéo. C'est pourquoi nous avons réalisé ce DVD. Nous avons fait avec le peu de moyens dont nous disposions, d'où le nombre très limité de supports produits et qui sont vendus à un prix promotionnel. Nous avons besoin d'un soutien des mécènes et des sociétés



de la place », a indiqué Bruno Tsamba.

Mais qui sont Coco et Rico? C'est, en effet, un couple amoureux souvent

en désaccord. Coco, la femme (rôle merveilleusement joué par la comédienne Amour Zoungani), est douce et tendre mais bouillante et sévère

vis-à-vis de son conjoint, Rico (incarné par le talentueux Bruno Tsamba) un véritable déconneur.

Devant les situations souvent créées par ce dernier, qui n'arrive pas, par ailleurs, à l'épouser après 20 ans de vie commune, Coco s'irrite et s'en suivent les engueulades. Cette série, c'est du rire à gogo et non-stop avec deux artistes comédiens et humoristes talentueux bien connus de la ville océane, complètement plongés dans leurs personnages qu'ils incarnent avec brio.

On reconnaît en Coco, cette femme à la fois fougueuse, impulsive mais très aimante et qui ne se laisse pas faire. Et en Rico, cet homme flatteur et menteur qui pense qu'il peut tout résoudre avec les mots. Deux personnages opposés mais qui pourtant s'aiment et ont décidé de vivre ensemble, malgré leurs divergences.

A travers «Coco et Rico», Bruno Tsamba évoque, sur fond d'humour, les réalités congolaises sur le mariage, les problèmes récurrents dans les foyers congolais. Il aborde plusieurs

thèmes, entre autres, la jalousie, la dot, le sexe, l'argent, la polygamie et le manque de confiance. Des sujets qui constituent souvent la pomme de discorde dans les foyers congolais.

«Coco et Rico», ce sont des scènes de ménage qui n'en finissent pas mais destinées à attirer l'attention des Congolais en général, et des couples, en particulier, sur l'importance du respect mutuel et du sens des responsabilités pour contribuer à la réussite d'un mariage.

Cela, sans toujours vouloir que tout le bien vienne seulement de l'autre mais se dire que c'est une complémentarité, chacun doit mettre ou donner du sien pour un épanouissement réciproque et pour l'harmonie dans le foyer. Bruno Tsamba, qui entend rendre disponible le DVD dans les librairies de la place, conseille : «Malgré les situations qu'on vit, il faut éviter le divorce, préserver le mariage et l'unité et chercher toujours à trouver des solutions aux problèmes qu'on rencontre».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga